

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 402 DU JEUDI 16 OCTOBRE 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500



Présidentielle du 28 décembre

P.5

## L'analyste politique Aly Souleymane Camara décrypte la liste des candidatures, publiée par la DGE



Election présidentielle P.4



Me Thierno Souleymane  
Baldé vise Sékhoutouréya

Guinée

P.7



Sékouba Konaté charge  
Cellou Dalein dans l'affaire  
Air Guinée

Opinion

P.7



De la refondation au  
référendum acquis.

Edito à vue d'Aigle

### L'horizon s'assombrit pour le RPG et l'UFDG

Le RPG Arc-en-ciel, l'UFDG et l'UFR sont incontestablement les trois lourds de la scène politique guinéenne de ces quinze dernières années. Mais par les temps qui courent, force est de constater que ces formations sont en train de traverser des zones de turbulences. Suite à l'évaluation des partis politiques, l'ancien parti au pouvoir (RPG Arc-en-ciel) et le parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré (UFR) ont été suspendus, dans un premier temps, pour une durée de trois mois par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD). Quant à la formation dirigée par Cellou Dalein Diallo (UFDG), elle a été placée sous observation pour 45 jours...

Départements ministériels

P.3

Nomination des 33 nouveaux  
chefs de cabinet

Palestine

P.8

Une tragédie incroyable

Vie de la nation

P.2

Le Thermomètre Guinéen – Le Choix entre  
le Bruit et la Brique GN

Édito à vue d'aigle



L'horizon s'assombrit pour le RPG et l'UFDG

Le RPG Arc-en-ciel, l'UFDG et l'UFR sont incontestablement les trois lourds de la scène politique guinéenne de ces quinze dernières années. Mais par les temps qui courent, force est de constater que ces formations sont en train de traverser des zones de turbulences. Suite à l'évaluation des partis politiques, l'ancien parti au pouvoir (RPG Arc-en-ciel) et le parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré (UFR) ont été suspendus, dans un premier temps, pour une durée de trois mois par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD). Quant à la formation dirigée par Cellou Dalein Diallo (UFDG), elle a été placée sous observation pour 45 jours. Après l'organisation de son congrès, l'UFR a par la suite été autorisée à exercer ses activités. A ce jour, le RPG et l'UFDG, qui n'ont pas organisé leurs congrès, sont sus-

pendus par les autorités de tutelle. A rappeler que ces trois partis politiques membres des Forces vives de Guinée ont vainement mis la pression sur les autorités de la transition pour le strict respect de l'accord conclu avec la CEDEAO qui prévoyait la fin de la transition le 31 décembre 2024. La suite, on la connaît. Quand il s'est emparé du pouvoir le 5 septembre 2021, le général Mamadi Doumbouya, l'actuel locataire du palais Mohammed V, a promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Le délai de 24 mois n'a pas pu être tenu. Nombreux sont ceux qui accusent désormais les tombeurs d'Alpha Condé de vouloir s'éterniser au pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. C'est le cas notamment des acteurs politiques regroupés au sein de ces Forces vives de Guinée qui tiennent absolument au respect des engagements pris par le CNRD, en remettant le pouvoir aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes. Par contre, pour les partisans et les soutiens inconditionnels du CNRD martèlent qu'avec l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales aux commandes du pays, l'espoir est permis pour mener à bien le processus de refondation de l'Etat et de rectification institutionnelle. Ils ne cessent d'appeler le tombeur d'Alpha Condé à se porter candidat à la présidentielle prévue pour le 28 décembre 2025.

La pertinente question que l'on est tenté de se poser est de savoir si le RPG et l'UFDG, les deux poids lourds de la scène politique guinéenne, ne seront pas disqualifiés pour les prochaines élections en Guinée, au grand dam de leurs militants et sympathisants. Et comme si tout cela ne suffisait pas, des mouvements de soutien à une candidature du général Mamadi Doumbouya se multiplient aux quatre coins du pays. Parler donc de sale temps pour ces grands partis du pays, il y a un pas que certains ont déjà franchi avec empressement.

Kèfina Diakité

Le Thermomètre Guinéen – Le Choix entre le Bruit et la Brique GN

Par Kèfina Diakité

Le Compte à Rebours de la Maturité



La semaine du 9 au 15 octobre 2025 s'est déroulée sous le signe de l'attente. L'air se densifie à Conakry ; le compte à rebours vers le 28 décembre approche de son terme. Le bruit des discours politiques se fait plus strident que le fracas des machines de construction. Et c'est là que le danger guette.

Nous assistons, impuissants mais vigilants, à la réapparition des vieux démons : ceux que l'on pensait enterrés avec l'ancien régime corrompu. Ces hommes de mauvaise vie n'existent que par les tintamares et l'instabilité. Leur unique horizon n'est pas la prospérité de la nation, mais la reconquête du titre foncier de la Guinée pour leurs propres intérêts.

La paix, je le répète, est la condition sine qua non du travail et de la prospérité. Si nous laissons la guerre du pouvoir l'emporter sur le bon sens, nous reviendrons à la case départ,

condamnés à expliquer encore et toujours que l'Afrique est au « début du commencement ».

Économie : La Transparence, Pilier de Simandou

Sur le front économique, les annonces se multiplient, liées au gigantesque projet Simandou. C'est l'espoir de 67 ans qui prend forme. Nous parlons de milliards de dollars, d'un futur fonds souverain, d'une croissance à faire pâlir la sous-région. Mais cette semaine doit nous rappeler une chose essentielle : l'argent mal acquis est la ruine du peuple.

Le CNRD a courageusement mis fin à l'attribution de permis miniers frauduleux et réaffirmé la participation de 15% de l'État dans Simandou. C'est le début d'une réparation historique.

Cependant, la vraie bataille se jouera désormais sur la transparence des régies financières. La Guinée ne peut plus se permettre qu'une poignée d'individus s'enrichisse sur le dos de la nation. Nous devons nous assurer que ces flux financiers colossaux ne soient pas détournés par les mêmes acolytes qui rôdaient autour des pouvoirs passés et qui cherchent aujourd'hui à se redonner une nouvelle contenance. Le nouveau PIB guinéen ne doit pas rester une simple lettre de noblesse économique ; il doit se traduire en électricité stable, en routes durables, et en salaires décents.

Leçon de l'Éducation contre le Populisme

Le travail acharné de la Ministre de l'Enseignement Technique et de son département, avec l'organisation de concours rigoureux pour sélectionner les futurs techniciens de la nation, est un exemple à suivre. On choisit plus de 11 000 candidats sur la base du mérite et de l'excellence, pas du clientélisme.

C'est là que se trouve la véritable refondation de l'État : dans l'investissement dans le capital humain et dans le rejet du populisme laxiste qui a caractérisé les décennies passées. Nous avons besoin de techniciens, d'ingénieurs et d'ouvriers formés, non de jeunes manipulés et jetés sur la route Leprince pour servir les intérêts égoïstes d'un groupuscule.

L'objectif est de rendre la Guinée fréquentable et respectée. Cela passe par la rigueur dans la gestion, la qualité dans l'éducation et l'unité dans la vision.

L'heure est aux actes. Rejetons la fatalité d'une gouvernance survivaliste. Notre destin ne se trouve ni dans les capitales étrangères, ni dans les motions de censure des parlements lointains, mais dans notre propre capacité à bâtir les États-Unis de Guinée sur les fondations solides de la justice et de la paix.

Kèfina Diakité

Tournée de remerciements

Ce que le PM Bah Oury a dit aux populations de Kindia



Le samedi 11 octobre 2025 à Kindia, le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah était à Kindia, la ville des agrumes, dans le cadre de sa tournée de remerciements à l'intérieur du pays.

Selon Mediaguinee, le locataire du palais de la Colombe aurait été accueilli chaleureusement par une foule en liesse, composée majoritairement de femmes, dans la salle de conférence de la Maison des jeunes. Amadou Oury Bah a salué l'engagement citoyen des populations locales lors du scrutin référendaire du 21 septembre dernier. Comme il fallait s'y attendre, le chef du gouvernement exprimera sa gratitude envers les habitants de Kindia pour leur participa-

tion active au scrutin référendaire. Il a ensuite tenu un discours empreint d'optimisme et d'appel à la mobilisation autour des grandes ambitions de développement du pays. « Dans quelques semaines, le premier train va certainement siffler. Cela veut dire que le Transguinéen sera une réalité. Et comme nos ancêtres et nos prédécesseurs l'avaient prédit, ce sera une nouvelle étape pour l'évolution de notre pays. Ce n'est pas le moment de faire la

fête. Nous devons continuer à travailler, encore et encore. Le pays regorge de potentialités que nous devons exploiter dans l'intérêt de tous. C'est cela le mandat que vous avez confié au gouvernement et au président de la République », a-t-il déclaré. Le Premier ministre a lancé un appel à l'unité nationale et à la responsabilité collective : « Demain sera nettement meilleur. Je ne dis pas que tout sera réglé comme par magie, mais il y a une dynamique engagée, un espoir qui renaît. Vous pouvez compter sur l'engagement du gouvernement et sur celui du général Mamadi Doumbouya pour aller encore plus loin. La Guinée aurait dû être développée depuis longtemps, mais les vicissitudes de l'histoire en ont décidé autrement. Aujourd'hui, les planètes sont alignées pour la Guinée. Prenons nos responsabilités. Travaillons, encore travaillons. Pensons aux plus démunis, pensons aux enfants », a rapporté Mediaguinee.

Kaba Kankoula



**Autorisation** N°299/PR/TPI/K/2018  
**Siège** : Quartier Bambeto, Secteur: Taryana, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée  
**E-mail** : laigleinfosgn@gmail.com  
**Tél**: (+224) 621 93 53 88  
**Fondateur & Administrateur Général** Mamadou Aliou (Kèfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité  
**Tél**. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53  
**Directeur de Publication**: Amadou Sadjo Diallo  
**Rédacteur en Chef**: Sékou Condé  
**Secrétaire Général de la Rédaction**: Samuel M'Bemba  
**Comité de Rédaction**: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kèfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui, Abdoulaye Durack Bangoura  
**Stagiaire**: Mamadou Oury Bah  
**Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub**: Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50  
**Chef PAO**: Abdoulaye Durack Bangoura  
**Imprimeur**: Alseny Camara 628066445  
**Imprimerie**: Imprimerie Lanyi  
**Distribution**: L'Aigle Infos/Maison du Livre  
**Mise en page**: CMP-GAMS 629106363  
**Photographe**: Moustapha Camara  
**Edité par** : Kèfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Départements ministériels

**Nomination des 33 nouveaux chefs de cabinet**



**Le général Mamadi Doumbouya a procédé un vaste remaniement administratif au sein du gouvernement Bah Oury. À travers une série de décrets lus lundi 13 octobre à la RTG, plusieurs nouveaux visages ont bénéficié de la confiance du président de la transition pour assurer les fonctions de chef de cabinet dans les départements ministériels. Cette vague de nominations touche 31 ministères ainsi que les deux Secrétariats généraux. Lent qametur,**

Parmi les promus, figurent Robert Sarah Koulémou " Robbie ", journaliste chroniqueur dans l'émission " les Grandes gueules " de la radio Espace, ainsi que des fonctionnaires et des experts issus de l'étranger. Voici la liste complète des différents chefs de cabinet :

1. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme : Maître Billy 1 Keita, avocat.
2. Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation : François Gono Condé.
3. Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile : Kémo Oularé.
4. Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger : Mme Mariama Bailo-Barry.
5. Ministère de l'Économie et des Finances : Mme Fatoumata Binta Barry.
6. Ministère du Budget : Mme Nana Yousseif Teninké Diaré.
7. Ministère du Plan et de la Coopération internationale : Mme Fatoumata Touré.
8. Ministère du Travail et de la Fonction publique : Mme Hassanatou Bah.
9. Ministère des Mines et de la Géologie : Aminata Bangoura.
10. Ministère de l'Industrie et

des Petites et Moyennes Entreprises : Abdoulaye Diallo, économiste spécialiste en gouvernance des organisations pour le développement international.

11. Ministère de l'Agriculture : Mme Nima Bah, précédemment cheffe de cabinet du ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures.
12. Ministère de la Culture et de l'Artisanat : Thierno Hamidou Bah.
13. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation : Professeur Fanta Touré.
14. Ministère de l'Enseignement préuniversitaire et de l'Alphabétisation : Abbas Camara.
15. Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi : Alpha Saliou Kourouma.
16. Ministère du Commerce : Francis Massouha, conseiller en stratégie d'investissement et gestion du développement à la Direction générale des investissements.
17. Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique : Docteur Pépé Bilivogui.
18. Ministère de l'Environnement et du Développement durable : Docteur Diao Baldé.

Lansana Diawara, DG FDSI

**« Halte à un pied dedans et un pied dehors ! » Dans une tribune publiée dans la presse, l'actuel DG du FDSI, Lansana Diawara taclent ceux qui, tout en prétendant soutenir le Général Mamadi Doumbouya et son projet de société, agiraient en réalité pour leurs propres intérêts, semant la confusion et la division.**



« Le moment est venu de mettre fin aux jeux de dupes et aux comportements ambigus. Certains individus, tout en prétendant soutenir le Général Mamadi Doumbouya et son projet de société, agissent en réalité pour leurs propres intérêts, semant la confusion et la division parmi nous.

Ces faux partisans, tels des girouettes, tournent au gré des vents de l'opportunisme. Ils se disent proches du Président tout en sapant ses efforts de l'intérieur. Ils critiquent en privé, mais affichent en public une solidarité de façade, créant ainsi un climat de méfiance et de suspicion. Il est temps de dénoncer ces pratiques et de demander des comptes à ceux qui prétendent nous représenter. Le Général Mamadi Doumbouya et son gouvernement méritent un soutien loyal, sincère et sans calcul politique.

□ Si vous êtes avec le Général Mamadi Doumbouya, soyez-le pleinement et sans réserve.

19. Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime : Monsieur Ahmed Keïta, précédemment secrétaire général du ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures.
20. Ministère des Infrastructures et des Travaux publics : Saa Kossa Touré.
21. Ministère de l'Énergie : Mme Fatoumata Binta Baldé, précédemment conseillère chargée des infrastructures minières au ministère des Mines et de la Géologie.
22. Ministère de l'Hydraulique et des Hydrocarbures : Mme Fatoumata Diallo, précédemment directrice générale adjointe de la Société de gestion et d'exploitation des aéroports de Guinée (SOGEG-SA).
23. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire, chargé de la récupération des domaines spoliés de l'État : Mohamed Lamine Bangoura.
24. Ministère des Transports : Mme Fatoumata Bangoura.
25. Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique : NFaly Sylla.
26. Ministère de l'Information et de la Communication : Adèle Camara.
27. Ministère de la Jeunesse : M. Robert Sarah Koulémou, journaliste.
28. Ministère des Sports : Mme Mahawa Touré, précédemment cheffe de cabinet du ministère de la Jeunesse et des Sports.
29. Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables : Mme Fatoumata Binta Diallo.
30. Ministère du Tourisme et de l'Hôtellerie : Elhadj Baba Thiam, précédemment en service au Crédit Mutuel de Bordeaux, France.
31. Ministère de l'Élevage : San Fan Mohamed Cissé, précédemment chef de cabinet du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.
32. Secrétariat général du Gouvernement : M. Aly Traoré.
33. Secrétariat général aux Affaires religieuses : Dr Édouard Sagno.

**Samuel Demba. D**

□ Si vous avez des critiques constructives à formuler, exprimez-les ouvertement et honnêtement.

□ Mais ne trompez pas le peuple avec des doubles discours et des manœuvres sournoises. Le peuple de Guinée attend de la transparence, de la cohérence et de la loyauté de la part de ses leaders et de tous ceux qui prétendent le représenter. Il est temps de prendre position et de défendre, sans ambiguïté, les valeurs de vérité, de justice et de solidarité qui doivent nous unir. Halte à l'hypocrisie ! Vive la Guinée ! Vive le Général Mamadi Doumbouya ! », a écrit Lansana DIAWARA, Directeur Général du Fonds de Développement Social et de l'Indigence (FDSI).

**Mamadou Oury**

Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du gouvernement

**« L'idée de s'engager dans une bataille présidentielle est d'abord personnelle. »**

**A la faveur d'un déjeuner avec la presse le 12 octobre 2025 à Kipé, le ministre porte-parole du gouvernement guinéen, Ousmane Gaoual Diallo, a abordé le sujet relatif à une éventuelle candidature du président de la transition à l'élection présidentielle, rapporte le site Mediaguinee.**



Pour l'actuel ministre des Transports et de l'Economie maritime, cette décision relève avant tout du chef de l'État. Parlant d'une éventuelle candidature du président de la transition, Ousmane Gaoual Diallo dira ceci : « Dans ce cadre-là, les candidats sont les maîtres de la transition, ils gèrent le rythme et le contexte. On ne pense pas qu'il y ait quelqu'un qui puisse parler à sa place. Tant qu'il est dans le cadre légal et que la date limite de déclaration n'est pas passée, il faut considérer qu'il est dans son rythme et qu'il prend le temps nécessaire. Le président ne s'est jamais montré pressé : il prend le temps de tout, et pas seulement sous l'effet de l'enthousiasme populaire. L'idée de s'engager

dans une bataille présidentielle est d'abord personnelle. C'est un engagement d'un homme seul, qui va ensuite essayer de partager cet enthousiasme avec le plus grand nombre. » Pour lui, il serait préférable de raccourcir les délais afin d'optimiser l'impact sur le fonctionnement de l'administration. « Je ne dirais pas que je suis impatient. Mais nous sommes conscients que lorsque le président se déclarera candidat, cela aura un impact, même sur le rythme de fonctionnement de l'administration. Il est donc préférable de maintenir cette déclaration dans un délai le plus court possible pour que l'État et l'administration puissent s'adapter rapidement. Maintenir un délai de 35 jours me paraît raisonnable, alors que nous en sommes à presque 80 jours actuellement. Dès qu'il se dira candidat, nous entrerons dans une nouvelle dimension : médias, préparation, organisation... tout cela nécessite un délai maîtrisé. », a martelé Ousmane Gaoual Diallo.

**Mamadou Oury**

Kankan

**Lancement de campagne de vulgarisation de la loi et de la politique nationale sur le volontariat**

**Le mercredi 15 octobre 2025 la caravane du volontariat a fait escale à Kankan. La Maison des jeunes de la ville a servi de cadre au lancement officiel de la campagne nationale de vulgarisation de la loi et de la politique nationale sur le volontariat, sous la présidence du Directeur général (DG) de l'Agence nationale de volontariat jeunesse (ANVJ), Mamadou Macka Baldé, en présence des autorités régionales, des partenaires techniques, des responsables de jeunesse.**

« Cette journée est bien plus qu'un simple événement. Elle est une célébration de l'engagement citoyen et une reconnaissance du rôle central que joue la jeunesse dans le développement de notre pays », a déclaré Mamadou Macka Baldé, le Directeur général de l'ANVJ, dans son discours d'ouverture. Et d'ajouter : « Le volontariat contribue à renforcer les liens entre les communautés, à développer l'employabilité, le leadership et la responsabilité civique des jeunes, les rendant ainsi acteurs du développement national » Le Directeur général de l'ANVJ fera remarquer que cette campagne ambitionne de promouvoir la participation active des jeunes aux actions de développement et de renforcer la culture du civisme et de la solidarité nationale. « La politique nationale du volontariat vise à créer un environnement favorable à l'épanouissement des initiatives volontaires. Elle encourage la formation, l'accompagnement et la reconnaissance des compétences acquises par les jeunes. C'est un outil stratégique pour faire du volontariat un levier de développement inclusif et durable », dira-t-il. Dans son intervention de circonstance, le Gouverneur de la région administrative de Kankan,

le colonel Moussa Condé, a salué cette initiative du ministère de la Jeunesse et de l'ANVJ. « Le volontariat incarne l'engagement désintéressé au service de la communauté. Il mérite d'être compris, valorisé et soutenu par tous. Il symbolise l'unité de notre jeunesse, aujourd'hui davantage mobilisée autour des enjeux de paix et de développement », a-t-il indiqué, tout en invitant les jeunes de Kankan à participer activement aux activités prévues, notamment la conférence-débat organisée à la Maison des jeunes, afin de mieux s'approprier le contenu de la loi et de la politique nationale du volontariat. Par la suite, 175 jeunes volontaires de la région de Kankan ont reçu leurs satisfécits des mains des autorités, après avoir suivi une formation axée sur le volontariat et le développement communautaire. Denis Théa, agent volontaire, a fait part de sa satisfaction en ces termes: « Je suis très heureuse aujourd'hui de recevoir cette reconnaissance. Cette initiative vient récompenser nos efforts durant la formation. Nous nous engageons à continuer à travailler avec dévouement, comme nous l'ont enseigné nos encadreurs. »

**Kéfina Diakité**

INTERVIEW

Election présidentielle

**Me Thierno Souleymane Baldé vise Sékhoutouréya**

**La présidentielle guinéenne est prévue pour le 28 décembre 2025. Sur la base de la candidature indépendante, l'Avocat à la cour, Maître Thierno Souleymane Baldé s'est présenté pour être dit-il, le prochain président de la République de Guinée. Le Général Mamadi Doumbouya, Dr Faya Millimouno ou tout autre candidat ne pourrait l'empêcher selon lui, d'atteindre ce rêve.**

**L'Aigleinfos : L'élection présidentielle est prévue pour le 28 décembre prochain. Et à la surprise générale, vous avez annoncé votre candidature (indépendante). Qu'est-ce qui vous a inspiré, vous qui n'êtes plus à présenter dans le monde judiciaire ?**

ressources qui est important. C'est comment ces ressources sont distribuées équitablement au niveau de nos concitoyens. La politique, le service public, ce n'est pas un moyen d'enrichissement illicite. On rentre en politique pour servir son pays. Cela a beaucoup trop duré, il faut que ça s'arrête.

**Me Thierno Souleymane Baldé :** Nous sommes tous ici en Guinée. Il suffit juste de sortir pour voir dans quelles conditions nos concitoyens vivent. Il y a beaucoup de familles ici qui n'arrivent pas à manger deux fois par jour. Que ce soit l'électricité, l'eau, la santé. Il y a beaucoup de citoyens qui meurent dans leur domicile puisqu'ils n'ont pas les moyens de se faire soigner. Cela ne devrait pas arriver dans un pays comme la Guinée. Avec toutes les ressources naturelles dont nous disposons. Et au-delà aussi, les ressources humaines. Ce n'est pas le fait d'avoir les

**L'Aigleinfos : Quand on parcourt la liste des candidats indépendants, on se dit que vous avez du pain sur la planche. Parce qu'il y a des figures très connues de la politique dont Dr Ben Youssouf Keita, Etienne Soropogui, j'en passe. Pensez-vous que vous une chance face à ces gens ?**

**Me Thierno Souleymane Baldé :** Vous savez, si je n'avais pas la conviction de gagner ces élections, je ne me serais jamais présenté. Ma vie est faite de défis. J'ai commencé à

aller à l'école quand j'avais 15 ans. On m'avait dit que je n'allais jamais passer la 6e année. Quand j'ai quitté la Guinée pour aller continuer mes études en Suisse, je n'avais que 300 dollars dans ma poche. On m'avait dit que je n'allais pas faire plus de 3 mois. Quand j'ai quitté la Suisse pour aller faire mes études aux Etats-Unis, je n'avais pas de quoi payer entièrement mes frais de scolarité. On m'avait dit que je ne pouvais pas rester plus de 6 mois. Au moment de revenir à Guinée, on m'avait dit que c'était une folie d'abandonner mon poste à la Banque mondiale pour venir travailler ici à Guinée. On m'avait dit que je ne pouvais pas rester plus de 6 mois. C'est vrai, il y a d'autres candidats. Mais vous savez la différence ? Moi, je ne suis pas un candidat qui vient tenir des discours qui n'ont absolument aucun sens. Depuis 2007, tout ce que je fais en Guinée, les gens le savent. J'étais dans tous les combats que la Guinée a eu à connaître depuis 2007. Que ce soit les événements de janvier et février 2007. Que ce soit pendant les événements de Zogota. J'étais à l'époque l'une des toutes premières personnes à initier une grève de la faim pour dénoncer ces massacres.

**L'Aigleinfos : La question qui reste encore suspendue c'est la candidature ou non du général Doumbouya. On sait qu'il ne l'a pas encore annoncée mais son entourage si. Et si du jour au lendemain, il annonçait. Est-ce que vous allez désister ?**

**Me Thierno Souleymane Bal-**

**dé :** Vous savez, le Général Mamadi Doumbouya, dès sa prise du pouvoir, il a fait un discours devant le peuple de Guinée et devant le monde entier. C'est non seulement lui et tous les membres du gouvernement qui ne seront pas candidats à aucune élection. Son nom, on m'a dit, c'est un soldat. Un soldat, c'est d'abord la parole d'honneur. Il ne peut pas demander à ses cadres de prêter serment et violer ses engagements.

**L'Aigleinfos : La question du code électoral, qu'en dites-vous ?**

**Me Thierno Souleymane Baldé :** D'ores et déjà, à ce stade, nous sommes candidats à l'élection présidentielle, mais on refuse de nous donner le code électoral. Comment voulez-vous aller dans une élection alors que vous n'avez absolument aucune idée des règles qui régissent ces élections ? Ça n'a pas de sens. Comment on peut prétendre organiser des élections libres et crédibles sans pour autant donner le code qui régit toute la procédure aux différents candidats, même au-delà des candidats ? Nos concitoyens devraient avoir accès aux lois de la République qui régissent leur vie. Comment on peut prétendre organiser des élections sans pour autant mettre à la disposition de tous les acteurs concernés les lois et les règles, de la procédure ?

**L'Aigleinfos : Quel projet de société avez-vous à vendre aux Guinéens pour les convaincre à vous accorder leur suffrage ?**

**Me Thierno Souleymane Baldé :** Je vais gagner ces élections. Je n'ai absolument aucun doute ou autrement, je ne serai jamais présenté. Depuis que je suis arrivé en Guinée, il y a beaucoup de gens qui m'ont demandé de rentrer en politique. Parce que j'estimais que le moment n'était pas venu. Donc, non seulement je sais que j'ai la capacité physique et intellectuelle de gagner ces élections, mais je sais aussi que j'aurai le soutien des citoyens guinéens pour gagner ces élections. Et nous allons veiller à ce que le résultat du scrutin puisse se refléter lorsqu'on va annoncer le lendemain 28 décembre 2025. L'une des premières choses de mon élection serait de mettre en place une commission justice, vérité et réconciliation à l'image de l'Afrique du Sud, j'y veillerai. Tous ceux-là qui détournent les deniers publics, qui s'enrichissent au détriment du peuple guinéen, qui utilisent la corruption comme moyen de s'enrichir, soient désormais dans les prisons. La justice guinéenne sera une référence sous ma présidence en Guinée et dans le monde entier.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Maître Thierno Souleymane Baldé, Avocat et président du Mouvement citoyen pour l'instauration de la démocratie et de développement !

**Me Thierno Souleymane Baldé :** C'est moi qui vous remercie !

**Entretien réalisé par Samuel Demba. D**

Souleymane Souza Konaté de l'UFDG

**« Sékouba Konaté ou le mythe qui s'effondre »**

**Dans une tribune publiée dans la presse, Souleymane SOUZA KONATÉ, Coordonnateur de la Cellule de Communication de l'UFDG, répond à Sékouba Konaté qui charge son mentor, Cellou Dalein Diallo, dans l'affaire Air Guinée. Lisez...**



« Tous ceux qui ont pris la peine d'écouter le président par intérim de la transition de 2010, le général Sékouba Konaté, ont ressenti une profonde gêne et une réelle tristesse devant un homme tombé dans une déchéance physique et morale préoccupante. Beaucoup se sont posé la même question, avec un pincement au cœur : comment un individu aussi incohérent et détestable a-t-il pu se retrouver à la tête d'un pays ? Au-delà du personnage, prison-

nier de ses propres démons, vices et contradictions, c'est l'image de la Guinée et l'honneur des Guinéens qui se trouvent une fois de plus mis à rude épreuve. En observant les réactions des citoyens face à ses propos remplis de mensonges, destinés à manipuler l'opinion et à attirer les faveurs de certains dirigeants, le général Sékouba Konaté devrait comprendre qu'il est désormais un homme fini, haï et méprisé. Il appartient à la poubelle de l'histoire. Toujours guidé par ses intérêts du moment, il ravale sans honte ce qu'il a déjà déclaré. Il oublie avoir reconnu à plusieurs reprises que le professeur Alpha Condé n'avait pas remporté l'élection présidentielle de 2010, qu'il avait lui-même organisée, et que Cellou Dalein Diallo en était le véritable vainqueur. Plus d'une fois, il a fait son mea culpa auprès de leaders politiques, y compris Cellou Dalein

Diallo, de chefs d'État encore en vie, de la communauté internationale et de nombreux témoins. Il a aussi révélé avoir conclu un « deal » avec le professeur Alpha Condé, comme il prétend en avoir eu un autre avec le capitaine Moussa Dadis Camara, toujours autour de sommes d'argent. L'argent est le dieu du général Sékouba Konaté, sa seule boussole et sa raison d'être. Chez lui, la main qui donne est celle qui commande. Le président de l'UFDG, homme pudique et réservé, en sait long sur lui, bien plus que Sékouba Konaté ne pourrait jamais révéler. Ce dernier avait d'ailleurs sollicité l'aide de certains chefs d'État pour recouvrer le montant qui lui avait été promis en échange de la falsification des résultats de l'élection présidentielle. À Paris, dans le palace du George V, il s'était engagé à rétablir la vérité des urnes à condition de recevoir une contrepartie financière. Les détails suivront. Chacun connaît aujourd'hui la valeur réelle de sa parole et son penchant à travestir les faits connus de tous pour réécrire l'histoire à son avantage. L'heure est

peut-être venue pour ses anciens collaborateurs, compagnons ou victimes de rompre le silence et de révéler aux Guinéens qui est vraiment le général Sékouba Konaté, cet homme sans foi ni loi qui croit pouvoir se moquer de l'intelligence collective et défier la mémoire nationale. Sékouba Konaté trahit tous ceux qui l'approchent. Il nuit à quiconque croise son chemin. Il se retourne contre ses bienfaiteurs, qu'ils soient militaires, politiques ou hommes d'affaires. Égocentrique et rancunier, il semble convaincu d'être né pour nuire. Il est l'artisan de sa propre chute. L'UFDG et son président ne sont ni impressionnés ni ébranlés par ses élucubrations. Son odieux chantage se retournera contre lui et marquera sa disgrâce définitive. La vérité, elle, ne vacille pas : le président de l'UFDG n'a jamais été impliqué, de près ou de loin, dans l'affaire Air Guinée. Il l'a déclaré publiquement et n'a jamais été contredit ni confondu par aucun fait. Sékouba Konaté prétend qu'il existerait des aveux et des témoins de cette prétendue culpabilité. Qu'il produise donc les

preuves, documents ou témoignages qui confirmeraient ses accusations mensongères. S'il y avait la moindre trace d'un aveu ou d'une culpabilité dans cette affaire, lui-même ou ceux qui nourrissent la même rancune l'auraient révélée depuis longtemps. Le général Sékouba Konaté est mis au défi de prouver que Cellou Dalein Diallo a été interrogé par la commission d'audit qu'il dit avoir présidée, avec pour membre un certain Ousmane Kaba, vivant et bien connu. En réalité, frustré d'être ignoré de tous alors qu'il se croit encore un héros et un acteur majeur, il s'attaque aux personnalités respectées pour attirer l'attention et donner l'illusion d'exister. Mais c'est peine perdue : il vient de perdre le peu de respect qu'il lui restait. Sékouba Konaté a révélé son vrai visage et exposé sa nature à la face du monde.

Il s'est suicidé politiquement. », a réagi Souleymane SOUZA KONATÉ, Coordonnateur de la Cellule de Communication de l'UFDG, Président de la Commission Communication de l'ANAD.

**Mamadou Oury**

Décrets

**Les secrétaires généraux des ministères nommés par le président Doumbouya**



Le lundi 13 octobre 2025, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition guinéenne, le Général Mamadi Doumbouya, a nommé les secrétaires généraux des départements ministériels.

- |  |  |  |  |   |                            |  |   |  |  |  |
|--|--|--|--|---|----------------------------|--|---|--|--|--|
| 1. Secrétaire général du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme : Mme Irène Marie Hadjimalis | 2. Secrétaire général du Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation : M. Mohamed Sikhé Camara | 3. Secrétaire général du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile : M. Moustapha Kobélé Keita | 4. Secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Étranger : M. Abdoulaye Youla | 5. Secrétaire général du Ministère de l'Économie et des Fi- | nances : Dr Mamoudou Touré | 6. Secrétaire général du Ministère du Budget : M. Thierno Amadou Bah | 7. Secrétaire général du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale : M. Kabélé Soumah | 8. Secrétaire général du Ministère du Travail et de la Fonction publique : M. Aboubacar Kourouma | 9. Secrétaire général du Ministère des Mines et de la Géologie : M. Aboubacar Kourouma | 1. Secrétaire général du Ministère de l'Industrie et des PME : Mme Bintou Diuno, précédem- |
|--|--|--|--|---|----------------------------|--|---|--|--|--|

- ment conseillère chargée questions industrielles et des Petites et Moyennes entreprises
2. Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture : M. Oumar Barry, précédemment secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
3. Secrétaire général du Ministère de la Culture et de l'Artisanat : Mme Ramatoulaye Camara, précédemment cheffe de cabinet du Ministère du Travail et de la Fonction publique
- 13- Secrétaire général du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation : Dr Facinet Conté
1. Secrétaire du Ministère de l'Enseignant Pré-universitaire et de l'alphabétisation : M. Youssouf Boundou Sylla
2. Secrétaire général du Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation Technique et de l'Emploi : M. Julien Bongono
3. Secrétaire général du Ministère du Commerce : Bamba Oliano, précédemment cheffe de cabinet du Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime
4. Secrétaire général du Ministère du Ministère de la Santé : Mandjou Diakité, précédemment Directeur national des laboratoires de Guinée
5. Secrétaire général du Ministère de l'environnement et du Développement Durable : M. Karim Samoura

6. Secrétaire général du Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime : M. Morlaye Soumah, précédemment chef de cabinet du Ministère de l'Économie et des Finances
7. Secrétaire général du Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics : M. Ibrahima Camara
8. Secrétaire général du Ministère de l'Énergie : M. Moussa Koulibaly, ingénieur hydroélectrique, consultant
9. Secrétaire générale du Ministère de l'Hydraulique et des Hydrocarbures : M. Bachir Camara, précédemment Secrétaire général du Ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures
10. Secrétaire général du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'aménagement du territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'État : M. Mamadou Saliou Sylla
11. Secrétaire du Ministère des Transports : M. Mohamed Bakayoko
12. Secrétaire général du Ministère des Postes, Télécommunications et de l'Économie Numérique : M. Nouha Traoré
13. Secrétaire général du Ministère de l'Information et de la Coopération : M. Souleymane Bah
14. Secrétaire général du Ministère de la Jeunesse : Mme Kaité Sall, précédemment secrétaire générale

- rale du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
- 28 Secrétaire Général du Ministère des Sports : Mohamed Billy Kaba, précédemment secrétaire général du Ministère de la Jeunesse et des Sports
- 29 Secrétaire général du Ministère de la Promotion Féminine, de l'enfance et des Personnes Vulnérables : M. Roger Yaci
- 30 Secrétaire général du Ministère du Tourisme et de l'hôtellerie : M. Souleymane Keita, précédemment député à l'Assemblée nationale de Guinée
- 31 Secrétaire général du Ministère de l'Elevage : Mme Alimatou Sirandou Diallo, précédemment directrice nationale de l'animation et des protections animales
- 32 Secrétaire général adjoint du Gouvernement : M. Fadjimba Mara
- 33 Secrétaire général adjoint des Affaires Religieuses : El-hadj Ibrahima Ousmane Bah

**Mamadou Oury**

*Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu*

Lisez le journal numérique sur le site

**KéfinaFasso**  
www.kefinafasso.com  
Votre site indépendant d'information tous azimuts.



Présidentielle du 28 décembre

**L'analyste politique Aly Souleymane Camara décrypte la liste des candidatures, publiée par la DGE**



Une cinquantaine de partis et personnalités ont déjà manifesté leur volonté de participer à l'élection présidentielle du 28 décembre 2025. Ces entités ou candidats indépendants ont envoyé leurs représentants pour appartenir aux commissions de réception et de validation de parrainage mis en place par la Direction Générale des Elections. Avec votre hebdomadaire, l'analyste politique, Aly Souleymane Camara, a passé au peigne fin ces candidatures mais aussi a souligné la réticence de certains partis traditionnels.

**L'Aigleinfos : La DGE a publié jeudi 09 octobre, la liste d'une cinquantaine de partis politiques ayant désigné leurs représentants pour appartenir aux commissions de "réception et de validation de parrainage" de la DGE. Quelle analyse en faites-vous ?**

**Aly Souleymane Camara :** Alors, deux choses à savoir. La première, c'est qu'il y avait eu par le passé des pourparlers pour mettre en place un organe

technique des élections, chose qui fut mise dans la constitution déclarant qu'il va y avoir une commission technique dont la mission principale sera la tenue des élections présidentielles. La seconde chose, c'est par rapport à la question liée à la neutralité, à l'impartialité et surtout aux compétences de la DGE. Parce que récemment, lors du référendum du 21 septembre, il y a eu un certain nombre de manquements qui ont été relevés. Alors, est-ce que la DGE pourra corriger ces insuffi-

finances-là ? Une élection dont les enjeux sont considérables comme la présidentielle, est-ce qu'elle a toutes les compétences requises ? La nouveauté relative au système de parrainage, est-ce qu'elle maîtrise tous les rouages de cette nouvelle réforme ?

**L'Aigleinfos :** La plupart des partis ayant envoyé cette liste sont identifiés comme des soutiens du CNRD ou bref, ils demandent la candidature du Général Mamadi Doumbouya. Est-ce qu'on peut parler de transparence dans ce cas de figure ?

**Aly Souleymane Camara :** L'autre aspect, c'est le caractère inclusif, démocratique et transparent de cette élection. Aujourd'hui, le débat persiste sur la candidature ou non du général, même si le principal concerné ne s'est pas encore déclaré. Mais nous avons des informations selon lesquelles la question de la candidature indépendante a été introduite à l'effet de permettre à l'actuel président de la transition de se porter candidat. Est-ce qu'aujourd'hui, on est en mesure de confirmer cette inquiétude ? Il reste à savoir les prochains jours. Maintenant, les partis qui ont fait office de candidatures, est-ce qu'ils rouleraient pour le CNRD ou est-ce que leur soutien affiché de la prochaine élection au président de la transition pourrait être perçu comme étant une garantie d'office pour que celui-ci soit élu dès le premier tour ? Ce sont des questions qu'on ne pourrait pas répondre maintenant parce que l'actuel

président ne s'est pas encore déclaré candidat ou non aux prochaines élections présidentielles.

**L'Aigleinfos :** Il y a la liste aussi de 16 personnalités ayant postulé pour des candidatures indépendantes. Comment vous voyez cette liste ?

**Aly Souleymane Camara :** La question des candidatures indépendantes aux élections est une question qui se pose avec acuité parce que le principal porteur du projet, Dr Dansa Kourouma, est celui-là qui a toujours pensé qu'on ne peut pas vivre sous le diktat des partis politiques. Mais il faut aussi éviter qu'on vive sous le diktat des lobbyings qui pourraient financer des candidatures indépendantes. Alors, les 16 personnalités qui ont postulé au compte des candidatures indépendantes, est-ce que ces personnalités-là ont déjà un passé politique reconnu ? Ou quels sont leurs antécédents sur le plan politique qui pourraient être un capital politique conséquent ? Alors, pour le moment, la Guinée n'a pas encore une expérience de candidature indépendante et le système de parrainage n'ayant pas encore été expérimenté. Il va être très compliqué pour eux d'être vraiment capables de concourir avec un candidat de taille. Ils n'ont pas, ma foi, de représentation au niveau local et national.

**L'Aigleinfos :** Hormis l'UFDG et le RPG qui sont suspendus pour des raisons judiciaires, on ne voit pas pour le moment des partis tradi-

tionnels tels que le PADES. Est-ce que cela a attiré votre attention ? Si oui, pourquoi ?

**Aly Souleymane Camara :** Évidemment, le PADES et aussi d'autres partis politiques n'ont pas pour le moment déclaré qu'ils seraient candidats parce que, le site politique guinéen pour le moment est très flou. Rien n'indique une lisibilité quant à l'issue du scrutin. Est-ce qu'il faut prendre part aux élections parce qu'on veut juste respecter cette procédure démocratique-là ou est-ce qu'on a toute la chance à notre côté pour pouvoir remporter le scrutin ?

**L'Aigleinfos :** D'après votre lecture des faits, pensez-vous que le Général Doumbouya va se présenter ?

**Aly Souleymane Camara :** Je suis de ceux qui pensent que le général Mamadi Doumbouya n'a pas encore dit son dernier mot et je trouverais très mal qu'il ne respecte pas son serment de soldat ayant déclaré que ni lui, ni aucun membre du gouvernement ou de CNT ou de CNRD ne seraient candidats. Je voudrais vraiment qu'il respecte cette parole d'honneur du soldat.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Aly Souleymane Camara, Analyste politique !

**Aly Souleymane Camara :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Education

## Les enseignants contractuels non retenus à la fonction publique battent à nouveau le pavé à Conakry



**Le Collectif des Enseignants contractuels communaux de Conakry s'est fait entendre à nouveau dans les rues de Conakry, lundi 13 octobre 2025 pour réaffirmer son intégration à la fonction publique.**

Ces enseignants venus de plusieurs préfectures du pays, ont rallié le siège du Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée, sis à Donka, dans la commune de Dixinn où ils ont rencontré la syndicaliste Kadiatou Bah, pour interpellier les autorités éducatives à faire face à leur situation pour pallier le manque d'enseignants dans certains établissements du pays. Alors que les classes sont ouvertes depuis le 6 octobre dernier, un groupe d'enseignants très en colère refuse de rejoindre les classes. Pour cause, ces encadrants demandent leur intégration à la fonction publique depuis des mois. Devant le siège du SLECG où ils étaient fortement mobilisés et tenant en mains " Boké, Dabola, Guéckédou, Kindia, ..." pour exprimer leurs provenances, ces encadrants ont insisté sur leur prise en charge. Mamadou Diaka Sow, leur porte-parole explique leur calvaire. « L'objectif de notre sit-in, c'est d'interpeller les autorités du pays, le gouvernement guinéen particulièrement notre ministère de tutelle, le ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation, le ministère de la fonction publique, le MATD, le budget, y compris le père de la nation qui est le général Mama-

di Dombouya, et dire également aux structures syndicales de s'associer à notre combat, en vue que notre arrêté d'engagement soit signé sans délai et sans condition. Parce que nous avons mérité et nous avons servi les écoles de la République. Il faut comprendre déjà, pour notre cas, de façon très particulière, les communaux non retenus de l'intérieur ont signé un contrat avec l'État, ont reçu les numéros de dossier, ont été identifiés, et par la suite, nous avons été pré-enrôlés et nous sommes biométrisés à date ». Depuis le début de ces réclamations, ajoute l'enseignant « beaucoup de nos collègues se trouvant à l'intérieur qui ont perdu la vie, certains sont gravement blessés, d'autres ont perdu leurs maris, certains avec leurs femmes », s'est-il indigné. Pourtant, une délégation de ces grognards avait été reçue à la présidence de la République lors de leur dernier sit-in à Kaloum. Mais depuis ce jour, aucun rendez-vous n'a été pris ce, conformément à ce qu'ils avaient convenu. « On était convenu que dès après les élections référendaires qui sont passées, nous allions être appelés trouver un terrain d'attaque. Mais malheureusement, jusqu'à date, ils ne nous ont pas

fait appel. Et nous également, nous avons essayé de les contacter mais sans suite. A chaque fois, c'est des occupations ou parfois même on ne décroche pas. Donc c'est une situation qui nous attriste », a martelé Diaka Sow. A en croire le porte-parole des enseignants contractuels non retenus à la fonction publique, le besoin d'enseignants dans les écoles est encore une réalité. « Les DPE, les DSE, les chefs d'établissement ne font qu'appeler les enseignants en vue qu'ils puissent reprendre parce que le manque d'enseignants, il est là. Donc, mais nous ne pouvons pas autoriser les enseignants à reprendre tant que la communication officielle n'émane pas du gouvernement et pratiquement notre ministère de tutelle », a-t-il conclu. La Secrétaire générale du Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée s'est dite préoccupée par la situation. Kadiatou Bah, leur a promis de s'impliquer personnellement dans la résolution de cette crise. Toutefois, elle les a conseillés à retourner dans les classes en attendant de trouver une issue favorable. « Il faut se dire la vérité. Aujourd'hui, vous partez dans les écoles de Conakry, ne serait-ce qu'à la capitale de Conakry, vous trouverez que dans les concessions scolaires, il y a un manque criard. Alors, ces jeunes enseignants qui sont en situation de classe depuis 5 ans, 6 ans, voire 8 ans, pourquoi ils continuent encore à souffrir pour leur engagement à la fonction publique ? Nous n'allons pas aller vers un bras de fer. Vaudrait-il que ces jeunes-là continuent à s'endetter pour payer le transport et venir régler eux-mêmes leurs problèmes ? Je me dis non. Nous les exhortons à ne même pas abandonner les classes. Parce que quand ils abandonnent les classes, c'est comme si, effectivement, ils n'existent pas réellement », a invité la syndicaliste. Après Donka, ces enseignants ont rallié le siège du département de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation à Kaloum où ils ont été reçus par le ministre Jean-Paul Cédy.

### Samuel Demba. D

Concernant l'accord, chaque étape est désormais fragile, car les acteurs entrent dans la partie peut-être la plus compliquée des négociations.

Le premier point difficile est le désarmement du Hamas. Le président français Emmanuel Macron a nuancé lundi 13 octobre, en Égypte, qu'« on ne démantèle pas du jour au lendemain un groupe terroriste avec des milliers de combattants, des tunnels et de l'armement ». Il y a aussi la question du retrait de l'armée israélienne : quand et jusqu'où ? Reste aussi le très important acheminement de l'aide humanitaire à Gaza, la reconstruction et la gouvernance de l'enclave palestinienne, le déploiement d'une force internationale de stabilisation.

RFI

Kouroussa

## Condamnation du directeur de l'hôpital préfectoral pour détournement

**Le mercredi 15 octobre 2025, à Kankan, Dr Demba Mara, directeur de l'hôpital préfectoral de Kouroussa, a été reconnu coupable de détournement de deniers publics. Selon Mediaguinee, il écope de trois ans de prison ferme et devra payer 30 millions de francs guinéens d'amende.**



Le jugement a été rendu par le tribunal de paix de Kouroussa, en audience délocalisée à la Cour d'appel de Kankan, au terme d'un procès très suivi par l'opinion locale. D'après toujours le site d'informations, le procès opposant la jeunesse de Kouroussa au directeur de l'hôpital s'est achevé après deux jours d'audiences marquées par des dépositions, des confrontations et des plaidoiries parfois tendues. Le ministère public reprochait au docteur Demba Mara d'avoir détourné des fonds et des biens appartenant à l'hôpital préfectoral. À l'issue des débats, le tribunal l'a jugé coupable. En revanche, ses deux coaccusés,

Souleymane Bah et Moussa Cissokho, également cadres de la structure sanitaire, ont été relaxés pour délit non constitué. Les avocats du directeur ont estimé que la condamnation de leur client repose sur des bases fragiles. « Nous ne nous attendions pas à un tel verdict. C'est un innocent qui vient d'être condamné sans preuve légale. Nous allons interjeter appel », a déclaré Me Mohamed 2 Kourouma, l'un des avocats du médecin, dénonçant au passage ce qu'il qualifie de « justice sélective ». Pour sa part, la jeunesse de Kouroussa, partie civile dans cette affaire, a exprimé sa satisfaction à l'annonce du verdict. Même si peu ont voulu s'exprimer publiquement, la joie se lisait sur les visages de ceux qui ont fait le déplacement à Kankan pour suivre le procès. En attendant l'examen de l'appel annoncé par la défense, le docteur Demba Mara a été aussitôt conduit à la maison centrale de Kankan pour purger sa peine. Affaire à suivre.

Kaba Kankoula

Sékouba Konaté à VoxAfrica

## « Tout le monde sait comment s'est faite la prise du pouvoir par le CNDD... »

**Dans un entretien accordé récemment à VoxAfrica, l'ancien président de la transition guinéenne, Sékouba Konaté, est revenu entre autres sur une discussion qu'il aurait eue avec Moussa Dadis Camara qui voulait, dit-il s'emparer du pouvoir par la force à l'époque du général Lansana Conté**



« Tout le monde sait comment s'est faite la prise du pouvoir par le CNDD. Moi, personnellement, je n'ai voulu occuper aucune fonction. Il y avait un deal entre lui et moi. J'ai respecté ma parole, c'est lui qui ne l'a pas fait. C'est lui qui m'a trahi. Pourquoi ? Il sait ce qui s'est réellement passé. Au contraire, c'est lui qui a trahi. Je l'ai dit à Ouagadougou, il sait très bien ce qu'ils ont semé à Conakry... J'étais commandant du Front Sud. Il a organisé des mutineries à Conakry, car il était au carburant tout en donnant de l'argent aux hommes pour déstabiliser le feu général Lansana Conté. C'est ainsi que le président Conté m'a fait appel. Je suis allé prendre le Bataillon Autonome des Troupes Aéroportées (BATA) en main et j'ai mis fin à la mutinerie. Toute la Guinée est au courant de cela, et c'est dans ces circonstances que notre amitié s'est consolidée », a révélé Sékouba Konaté. Et d'ajouter : « À chaque fois

qu'il parlait de prise de pouvoir, je lui disais non. Tant que le président général Lansana Conté est là, on ne peut pas le déranger. Mais le jour où il ne sera plus là, il y aura alors une possibilité. Il disait vouloir le pouvoir, moi je lui ai répondu que je voulais autre chose dans un premier temps ». Sékouba Konaté a par ailleurs accusé Moussa Dadis Camara de n'avoir pas respecté leur accord tenu à Ouagadougou, devant témoins. « Dans le procès, vous avez entendu ce que Marcel et Toumba ont dit. C'est lui qui n'a pas respecté sa part du contrat. À Ouagadougou, le président Blaise Compaoré, le président Embaló et le général Diendéré — malgré sa détention actuelle — ont assisté à cet accord. Entre lui et moi, nous savons ce qui s'est réellement passé là-bas... Dans le pouvoir, j'ai dit que je ne voulais absolument rien. J'étais chez moi quand ils m'ont mis à la Défense, sans concertation. Je lui ai demandé pourquoi il m'avait nommé, il m'a répondu que c'était provisoire. J'ai aussitôt confié la gestion au directeur de cabinet militaire, qui occupe encore ce poste aujourd'hui. Je ne suis jamais entré dans le bureau du ministre de la Défense, car j'attendais toujours qu'il respecte notre accord pour que je décroche. », a confié Sékouba Konaté à VoxAfrica.

Kaba Kankoula

Gaza

## Faim, entrave, torture... les otages du Hamas racontent leurs terribles conditions de détention

Après la joie des retrouvailles commence un travail de reconstruction pour les otages israéliens. Avant leur libération lundi 13 octobre, ils ont vécu 738 jours de détention aux mains du Hamas dans des conditions terribles qu'ils ont racontées. Les otages libérés ont commencé à partager avec leurs proches des détails de leur captivité. Ils ont connu la faim et perdu de 30% à 40% de leur poids. Selon la chaîne de télévision numéro 12 Avinatan, Or a par exemple été détenu dans un isolement complet pendant plus de deux ans. Elkana Bohbot a passé toute sa détention enchaînée dans un tunnel où elle a perdu la notion du temps et de l'espace. Et Ma-

tan Angrest a été très sévèrement torturé parce que militaire. Aux mains du Hamas, il y avait la menace d'une exécution à tout moment, avec des armes pointées sur la tête. Et puis, il y a ceux qui sont morts. Quatre cercueils ont été récupérés, lundi 13 octobre, par les Israéliens. Les dépouilles envoyées à l'institut médico-légal doivent être identifiées sous 24 heures. Les familles des otages décédés crient à la trahison, puisque l'accord prévoyait un retour de tous les captifs vivants et morts.

### Accord en danger ?

Les autorités israéliennes avaient anticipé ce retard et envisageaient récupérer dix à quinze corps : **quatre sur 28, c'est peu.**

## Guinée Sékouba Konaté charge Cellou Dalein dans l'affaire Air Guinée



**L'ancien président de la transition guinéenne, le Général Sékouba Konaté, a récemment accordé une interview exclusive à Voxafrica. Il y révèle que dans l'affaire d'Air Guinée, Cellou Dalein Diallo aurait reconnu tous les faits qui lui ont été reprochés devant les**

**membres du comité d'audit. Sus, excepted qui quo tem. Xere nis que exeroSoli, essuliis confero int? O testra no. Arium ommo horemeiEx moludent. Obsert**

« Le gars [Cellou Dalein Diallo] qui dit maintenant qu'il a gagné, en 2009, moi j'étais président des audits. Je sais que ce dernier [Cellou Dalein Diallo] devait aller en prison. Parce qu'il a signé et reconnu tout. Ce jour-là, c'est moi qui ai dit non, il ne faut pas l'envoyer en prison, laissez-le. Mais il n'a qu'à continuer à parler, il y a d'autres choses que je dirai contre lui. Il a reconnu tous les faits devant les auditeurs (Me Mathos, Hann qui est devenu un grand patron, le feu Onipogui...). Tous ceux-ci le savent et ce jour-là, il (Dadis) devait l'envoyer en prison comme il a envoyé tous les autres dans le mensonge et dans l'injustice. Parce que ce dernier (Cellou Dalein Diallo) a reconnu les faits pour dire oui, je reconnais l'affaire Air Guinée. Ce jour-là, il devait aller en prison. C'est moi qui ai dit non, laissez tomber, il ne faut pas l'envoyer... » Et parlant du dossier des événements du 28 septembre

2009, Sékouba Konaté soutient que "Toumba est véridique et que c'est Dadis qui a menti. « Moi, le 28 septembre, je n'étais pas à Conakry, j'étais à plus de 1000 km, parce que j'avais fait Guéckédou, Macenta et N'Zérékoré. Quand je suis arrivé à N'Zérékoré, dès que j'ai rejoint l'hôtel, Papa Koly, son jeune frère, est venu me voir pour m'informer qu'il y avait des problèmes à Conakry et qu'on voulait même saccager chez moi. J'ai dit : "Pourquoi vouloir saccager chez moi ? Vous avez entendu Toumba dire qu'en remontant, il a vu mes éléments. C'est lui personnellement qui m'a informé que des gens voulaient s'en prendre à moi. J'ai donc envoyé mon chef de protection à Taouyah pour vérifier s'il y avait un problème. Ils sont allés, et après, tout s'est calmé. Dans tout ça, j'ai compris que quelqu'un voulait me mettre dans les problèmes. En tant que ministre de la Défense, j'avais don-

né tout le pouvoir au directeur de cabinet militaire actuel, ainsi qu'au chef d'état-major particulier. Je leur avais dit de rendre compte directement à Dadis, pas à moi, car je n'étais jamais tranquille. Si on m'a mêlé à ça, pourquoi ? J'allais dire que j'ai fait ceci ou cela. Mais non, je ne suis mêlé ni de près ni de loin. Même si le président a accordé une grâce présidentielle, ce n'est pas mal, mais je voudrais que la CPI reprenne cette affaire. Là-bas, on verra qui restera et qui partira. » À propos de Toumba Diakité, il dira ceci : « Ce que je peux dire, c'est que Toumba est un petit véridique. Je l'avais dit il y a plusieurs années. Je ne connais pas son mensonge. Si le procès était impartial, tout ce que Toumba a dit est la vérité... C'est seulement Dadis qui a menti. Comme d'habitude, il a manipulé la situation en jouant sur l'ethnie. La Guinée a dépassé ce temps-là. Quand tu parles de la forêt, sache que j'ai des parents à Kissidougou, Guéckédou, Macenta, Lola jusqu'à Koyama. Le forestier menteur, c'est lui. Le manipulateur, c'est lui. Pourquoi ne pas dire la vérité ? Les instructions, c'est lui qui a tout donné... Moi, j'ai respecté le deal vis-à-vis de lui, mais c'est lui qui ne l'a pas respecté. Même dans l'armée, tout le monde voulait que je prenne le pouvoir, mais j'ai dit non. Il y avait un deal entre lui et moi : je te laisse la main, tu me laisses partir. Devant le président Blaise Compaoré et Diendéré, lui-même était présent à Ouaga... »

**Mamadou Oury**

## Tribune

### Directeur de campagne, la course à "l'assurance-vie" ? (Par Tibou Kamara)

« Je suis né avant vous pour pouvoir annoncer les merveilles de votre règne », est une vieille formule qui illustre parfaitement que la démagogie ne date pas d'aujourd'hui. Elle traverse le temps et les générations. Les ancêtres avaient cependant plus d'esprit et d'imagination que leurs descendants actuels, qui font dans le plagiat ou tombent dans la paresse intellectuelle. Ces derniers ne réfléchissent pas avant de parler et, lorsqu'ils s'expriment, ne sont ni pertinents ni convaincants. Le plus souvent d'ailleurs, ils se font autant de torts à eux-mêmes qu'ils nuisent à la cause qu'ils prétendent défendre. Un véritable effet boomerang. Dans le contexte présent, les dérives verbales et les dérapages politiques sont inspirés et exacerbés par les luttes de positionnement et d'influence, l'avidité sous toutes ses formes, et les querelles byzantines. Au demeurant, l'élection présidentielle prévue le 28 décembre prochain s'annonce plus comme une bataille interne dans les arcanes et les allées du pouvoir qu'une compétition électorale empreinte d'un quelconque suspense. Il n'y aura pas de combat face à des adversaires de taille venant d'autres horizons, faute de combattants et d'inclusivité. La démocratie en restera sur sa faim. Tout porte à croire que la direction de campagne sera plus âprement disputée que le fauteuil présidentiel n'est exposé aux appétits. Il est vrai que les jeux ne sont pas ouverts partout, et qu'à défaut de se mesurer lors de l'élection présidentielle au "candidat naturel", certains ont choisi de se déchirer autour des secondes places pour demeurer autour de la table, tandis que d'autres préfèrent prendre leur mal en patience. Diriger la campagne d'un homme déjà à la tête de l'État est, pour beaucoup, une assurance-vie dans un avenir qui semble plutôt incertain pour la plupart des décideurs actuels, quand d'autres considèrent que c'est du pain béni pour renflouer les poches. D'où la bataille rangée à laquelle on assiste aujourd'hui pour un rôle honorifique perçu, à tort ou à raison, comme une consécration personnelle. Le chef du gouvernement, quelques-uns de ses ministres et d'autres membres de l'entourage du chef de l'État rivalisent d'ardeur

et de zèle pour être l'heureux élu. Tous semblent ignorer que le choix d'un directeur de campagne relève de la seule volonté du candidat et n'est en rien une fin en soi. Parfois d'ailleurs, c'est un piège, voire un cadeau empoisonné, car c'est bien souvent source de conflits et de rivalités dans son camp, ainsi qu'une vulnérabilité certaine aux yeux de l'opinion publique. Le directeur de campagne peut être le plus visible dans l'ombre du candidat, mais il n'est pas nécessairement le plus influent, encore moins un « primus inter pares » incontestable. Il arrive même qu'en cas de victoire, il ne soit ni le premier, ni le mieux servi. Sans compter qu'en certaines circonstances, conduire une campagne peut porter malheur en ouvrant la boîte de Pandore. En attendant la fumée blanche, ceux qui aspirent à piloter la campagne du futur candidat du pouvoir ne présentent pas les meilleurs profils. Bien au contraire, ils cumulent davantage de handicaps que d'atouts. DES PRÉTENDANTS PEU QUALIFIÉS ?

Un petit tour d'horizon peu reluisant et non exhaustif... Un homme qui, à peine entré dans ses fonctions, est déjà usé et figure parmi les personnalités les plus impopulaires du pays n'a pas vocation à mobiliser et séduire un électoralat lointain d'être acquis, attentif à la moralité et à la réputation de chacun. On ne peut avoir défendu une cause au prix de la vie de nombreux de ses concitoyens et de leur intégrité physique et morale, puis faire volte-face en toute tranquillité. On ne peut se renier, se déjuger, se contredire sans précautions ni tact, et s'attendre à être encore écouté, respecté et suivi par une opinion qui se sent flouée. On ne peut défendre une chose et son contraire et rester audible et crédible. Et quand on s'est disqualifié soi-même aux yeux du monde, on ne peut être un atout pour un quelconque candidat ni lui servir de joker. Cet autre s'est montré clivant et a creusé seul sa tombe politique. Chaque fois qu'il a eu à s'exprimer, il a provoqué un scandale ou déclenché une virulente polémique. Il n'a pas réussi le tour de force de s'imposer auprès des siens, et peine à séduire un

électorat qui se refuse à lui malgré ses circonvolutions idéologiques et toute l'énergie déployée. Un berger sans troupeau n'a pas de poids pour rallier quelqu'un à une cause ou peser dans une élection. Un des postulants croit qu'il suffit de détenir le cordon de la bourse pour se révéler un génie politique ou s'imposer comme un levier potentiel d'une campagne dans un contexte de crise politique latente. Ce n'est pas en se trémoussant frénétiquement devant les caméras, applaudissant à tout rompre sur un air de niaiserie dans une bamboula politique, que l'on se taille un manteau de leader ni que l'on devient un « entrepreneur » côté à la bourse électorale. D'autres encore voudraient jouer simplement de leur proximité avec le candidat pour raffer la mise. Dans un passé récent, le hasard a joué un rôle clé et décidé de nombreuses trajectoires : on a pratiquement procédé par un tirage au sort. Mais à ce stade d'évolution du régime, dans une phase aussi cruciale de l'histoire politique du pays, les cooptations par affinité ou les choix de complaisance peuvent être suicidaires. Chacun continue de se croire éligible à tous les postes, apte à accomplir toutes les missions, mais il faudrait comprendre qu'aujourd'hui rien ne se fait et ne se décide à la seule discrétion du chef. Le dik-tat populaire a succédé au fait du Prince à une époque de toutes les révolutions et de défiance envers les institutions et ceux qui sont censés les incarner. La perception de l'opinion et ses attentes sont désormais les véritables critères et repères pour tous les gouvernants. Sinon, c'est la censure populaire et le désaveu politique qui se traduisent aussi bien par les défaites électorales que la chientil. Alors, le capitaine perd le contrôle du gouvernail, seul au milieu de la tempête, dans la solitude du pouvoir face aux vents contraires. Les rats auront déjà quitté le navire qu'ils ont contribué à couler par leur boulimie, leur folie de grandeur, leurs conflits d'intérêts et leurs jeux de pouvoir absurdes. Chez nous, les régimes changent, mais les pratiques restent les mêmes, et les mœurs politiques n'évoluent guère. La malédiction de l'éternel recommencement. »

**Tibou Kamara**

## De la refondation au référendum acquis.

Depuis le pronunciamiento du 05 septembre, le destin de la Guinée s'est frayé une visibilité ascensionnelle sans couac où tintamarres. J'aurais bien voulu en parler autrement mais je le mettrai dans un roman pour être plus explicite. Revenons aux faits : la Guinée vient de célébrer le 67ème anniversaire de son indépendance le 2 octobre. Cette date marque un nouveau baptême différent de ce qu'on a l'habitude de célébrer. Bien avant ça, il y a eu un scrutin référendaire le 21 septembre pour lequel j'ai voté "OUI" avec conviction dans une agoraphobie silencieuse et bien structurée par des professionnels en vue d'aboutir à un nouvel ordre constitutionnel normal jusqu'aux élections présidentielles, législatives et locales. C'est un schéma hautement classique imaginé et conçu par des autorités politiques et administratives du CNRD qui ont compris que le titre foncier de la Guinée nous appartient à nous tous. Je fais allusion au groupuscule claustrophobique du passé récent qui s'est réuni entre amis pour rédiger une réforme constitutionnelle la plus saugrenue au monde pour permettre à Alpha Condé de briguer un troisième mandat qui a coûté la vie à plus de 55 guinéens. Je vais jamais lui pardonner ni lui ni ses acolytes qui rodent autour de l'homme du 05 septembre afin de se redonner une nouvelle contenance bref, je leur ai à l'œil. Je vis cette transition jour pour jour et aux premières heures de sa naissance. Je sais combien de nuits blanches cela a coûté aux hommes du moment pour la réparation et la mise à ni-

veau de la Guinée pour qu'elle soit fréquentable et respectée. Au spring final, voici le bilan qui parle de lui : des nouveaux wagons de train à la télé, le pont à péage ultra moderne de Tanènè, les échangeurs par-ci par-là, 3000 km de routes bitumées, la compagnie du train marchandises et passagers, assainissement du paysage minier, relance de SOGUIPAH, chemin de fer de 650 km, électricité à Nzérékoré, construction de cité administrative de Koloma, surveillance accrue de régis financiers pour ne citer que ceux-ci. Les agences de notation viennent d'attribuer à la Guinée sa lettre de noblesse économique, autrement dit le nouveau PIB de la Guinée a franchi la barre de 37 milliards d'euros faisant de notre pays la deuxième économie d'Afrique de l'ouest derrière la Côte d'Ivoire. Janvier 2026, rendez-vous au super boum des investisseurs et capitaux étrangers prêts à venir submerger l'offre d'emploi. Il est évident que nous méritons mieux que ça, nous l'avons attendu 67ans, et puis soudain : patatras, c'est l'apothéose. Les Généraux ont mis fin à la fatalité d'une gouvernance corrompue, irresponsable, laxiste, populiste, démagogue, fantaisiste et survivaliste. J'aurais mieux écrit si j'avais été à l'école, pardonnez-moi pour ce qui n'a pas été dit. **Libre opinion.**

**Thomas Morgan Mamy**  
Tél : 629 89 27 58

Kenya

## Le chef de l'opposition Raila Odinga est mort à l'âge de 80 ans en Inde



Au Kenya, le chef de l'opposition, Raila Odinga, est décédé mercredi 15 octobre à l'âge de 80 ans, selon ses proches, qui l'ont confirmé à RFI. Surnommé « Baba » par les Kenyans, il est mort d'un arrêt cardiaque alors qu'il se trouvait en Inde pour des soins. Raila Odinga est la figure emblématique de l'opposition kényane, engagé dès les années 1980 contre la dictature de Daniel Arap Moi. Depuis l'annonce du décès de Raila Odinga, les hommages pleuvent. « Un patriote, un panafricaniste et un démocrate », c'est en ces termes que l'ancien président de la Cour suprême kényane, David Maraga, décrit Raila Odinga sur le réseau social X. Le défenseur des droits de l'homme Boniface Mwangi déplore « la fin de sa vigilance

», tandis que le président de la Commission de l'Union africaine salue « un fervent défenseur de la démocratie ». **Combat politique** Son engagement lui a coûté cher. Pendant le régime de Daniel Arap Moi, Raila Odinga a passé près de huit ans en prison. Malgré cinq candidatures à la présidence, il n'a jamais été élu, contestant à chaque fois la fiabilité des résultats des urnes. Sa contestation a parfois débouché sur la violence, notamment en 2007 lors de la réélection de Mwai Kibaki, où plus de 1 100 personnes ont perdu la vie lors de la crise postélectorale, qui conduira toutefois à sa nomination comme Premier ministre. En héritage, il laisse notamment la constitution de 2010, dont il a participé à la rédaction et considérée comme l'une des plus progressistes d'Afrique. Toutefois, Raila Odinga a déçu une partie de la jeunesse kényane. **Après la mobilisation anti-gouvernementale de la Gen Z en juin 2024**, violemment réprimée, il a rejoint un gouvernement d'union nationale. Il devient, dès lors, le candidat de William Ruto à la présidence de la commission de l'Union africaine.

**RFI**

Madagascar

**Qui est Michael Randrianirina, le nouvel homme fort du régime malgache?**



Il s'appelle Michael Randrianirina et a été invité, mardi 14 octobre, par la Haute Cour constitutionnelle malgache à exercer les fonctions de chef de l'État à la suite d'un constat de vacance du pouvoir. Un temps gouverneur d'une région du sud de Madagascar, ce colonel était une voix critique du régime d'Andry Rajoelina. La plupart des Malgaches ont découvert le visage de Michael Randrianirina samedi 11 octobre, lorsque celui-ci a, dans une vidéo, lancé un appel aux forces de sécurité pour qu'elles désobéissent à l'ordre de tirer sur les manifestants. Âgé de 51 ans, Michael Randrianirina a été gouverneur de la région de l'Androy, d'où il est originaire, dans l'extrême sud de Madagascar, entre 2016 et 2018. Cela après avoir dirigé le bataillon d'infanterie de Tuléar, dans la région voisine de l'Atsimo Andrefana. Pas avare de critiques contre le régime d'Andry Rajoelina, il a été incarcéré entre novembre 2023 et février 2024 à la maison de force de Tsihafay, au

sud d'Antananarivo, pour « incitation à la mutinerie militaire en vue d'un coup d'État ». Il a ensuite été condamné à un an de prison avec sursis pour « atteinte à la sûreté de l'État », rappelle notre correspondant à Antananarivo, Guilhem Fabry. Sa prise de parole de samedi dernier a précipité la chute du régime Rajoelina. C'est lui encore qui hier, mardi, après-midi, après avoir appelé ses frères d'armes à ne pas tirer sur les manifestants, avait pris la parole face à la presse : « Face au piétinement continu de la Constitution... face au bafouement des droits de l'homme, au gaspillage des trésors de la nation et en accord avec les revendications des jeunes, soutenues dans toute l'île, nous annonçons la suspension de la Constitution et nous prenons le pouvoir. » Bien qu'étant le visage de la mutinerie, il avait jusqu'à présent minimisé son rôle. « Je suis un simple officier, un exécutant », déclarait-il ce week-end, quelques jours avant de prendre les rênes du pays. On essaie de répondre à un chaos provoqué par les dirigeants, déclarait, il y a quelques jours, Michael Randrianirina, au micro de notre correspondante à Antananarivo, Sarah Tétaud. « Il n'y a rien qui marche à Madagascar : il n'y a pas de président, il n'y a pas de président du Sénat, il n'y a pas de gouvernement ! » Le nouvel exécutif doit maintenant s'atteler à démontrer la légalité de sa prise de pouvoir. Un exercice extrêmement délicat, au cœur de discussions mardi soir avec les juges de la

Haute Cour constitutionnelle. L'enjeu est de taille : convaincre la communauté internationale et les bailleurs qu'il ne s'agit pas là d'un coup d'État, et ainsi éviter que soient suspendus financements et projets indispensables au développement du pays. Le colonel Randrianirina a aussi l'intention de nommer un nouveau Premier ministre, qui sera chargé de former un gouvernement civil. Il a par ailleurs annoncé la tenue d'élections dans un délai de 18 à 24 mois maximum. Depuis l'indépendance en 1960, obtenue après la répression sanglante des contestations par l'armée française, chaque crise politique majeure s'est soldée par une intervention militaire. En 1972, la révolte étudiante partie des universités d'Antananarivo renverse le premier président de la République, Philibert Tsiranana, jugé trop proche de la France. Il remet alors le pouvoir à l'armée après avoir réprimé dans le sang le soulèvement populaire. Un gouvernement militaire prend la suite, dirigé par le chef d'état major Gabriel Ramanantsoa et un directoire militaire jusqu'en 1975 ; puis Didier Ratsiraka, militaire socialiste, est désigné par les soldats pour gouverner. Didier Ratsiraka sera renversé en 1990, sous la pression de la rue encore une fois. Il revient en 1996, et sera écarté en 2002 en faveur de son rival Marc Ravalomanana après des mois d'affrontements entre deux factions de l'armée. Et en 2009, c'est encore l'armée qui place le jeune maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, au pouvoir après la chute de Ravalomanana.

RFI

Mondial 2026

**Gabon-Nigeria et Cameroun-RDC, affiches des barrages en Afrique**



Les éliminatoires de la Coupe du monde en Afrique ont pris fin ce mardi avec la dixième journée et les neuf qualifiés africains connus depuis ce mardi 14 octobre. Les quatre meilleurs deuxièmes (Gabon, Cameroun, Nigeria et RDC) vont disputer des barrages et le vainqueur gagnera la possibilité d'être le dixième représentant africain lors d'un dernier match d'appui intercontinental en mars prochain. Jusqu'au bout et jusqu'aux derniers matches de la dernière journée, le suspense est resté entier. Il est vrai que le Gabon avait de grandes chances d'en faire partie, mais les trois autres places ont changé de propriétaires souvent ces dernières 48 heures. Le plus malheureux est sans doute le Burkina Faso, 5e meilleur deuxième, qui s'est fait souffler la place par le Nigeria qu'on croyait largué et condamné. Les Super eagles ont ressuscité à la faveur de leur victoire 4-0 face au Bénin, avec un triplé de Victor Osimhen mais surtout grâce au règlement de la CAF sur le calcul des meilleurs deuxièmes.

C'est donc une seconde chance pour les Nigériens qui n'ont gagné que quatre matches sur 10 et qui vont croiser le Gabon qui a longtemps tenu la dragée haute à la Côte d'Ivoire, terminant avec 25 points et une seule défaite dans le groupe F. Le Cameroun, a eu également une seule défaite dans ces éliminatoires, mais elle fut fatale face au Cap-Vert (0-1) et il n'est sûr que la perspective de croiser la RDC enchantent les Lions indomptables. Les Léopards ont assuré leur deuxième place derrière le Sénégal avec deux dernières petites victoires (1-0) face au Togo et le Soudan. Les deux équipes revancharde vont devoir sortir le grand jeu pour avoir une nouvelle chance de rallier les Amériques. Ces barrages prendront donc la forme d'un tournoi à élimination directe sur terrain neutre, au Maroc, avec les demi-finales le 13 novembre puis la finale le 16 novembre. Le gagnant jouera le tournoi intercontinental de barrages de la FIFA en mars prochain.

RFI

Palestine

**Une tragédie incroyable**



Deux ans se sont écoulés depuis le 7 octobre 2023, jour où cette horrible guerre a commencé, et qui semble se terminer grâce à l'accord entre Israël et le Hamas. Durant ces deux années, la lumière du soleil avait disparu de cette région tragique de la planète et tout avait été plongé dans l'obscurité. Il n'y avait plus de sourires sur les visages, plus d'optimisme ni de joie, et les cœurs étaient noirs de douleur. Les enfants, sauvés des bombes et des balles qui pleuvaient comme de la grêle, étaient tristes et déprimés, voyant les maisons détruites et les rues boueuses autour d'eux. Les enfants, en particulier, ont subi des conséquences

dramatiques. Selon l'ONU, ces quatre dernières années, il y a eu plus d'enfants morts à Gaza que dans le monde entier. La crise humanitaire s'aggravait de jour en jour. La famine menaçait de mort les survivants. La faim faisait des ravages, en particulier chez les enfants, qui s'évanouissaient d'épuisement dans les rues, sous les yeux de parents désespérés et incapables de les aider. Selon l'UNICEF, environ 17.000 mineurs étaient non accompagnés ou séparés de leurs parents depuis le début de la guerre. Et le nombre total de morts depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, qui ressemble désormais à une immense blessure au cœur de l'humanité, a dépassé les 67.000, tandis que l'on comptait plus de 150.000 blessés, souvent grièvement, dont beaucoup avaient été amputés, sans accès aux soins, dans des hôpitaux bombardés. Et des milliers d'autres restaient ensevelis, vivants ou morts, sous les décombres, dans des villes et des villages réduits en tas de décombres en quelques heures seulement.

Les photos d'enfants émergeant des décombres, couverts de poussière et de sang de la tête aux pieds, sont choquantes. Des images qui ne peuvent que provoquer chagrin et larmes. Mais pourquoi cette guerre a-t-elle lieu? Pourquoi ce conflit perdure-t-il? Les Israéliens ont le droit d'avoir leur propre État, mais les Palestiniens ont aussi le droit d'avoir leur propre territoire doté d'un État. Depuis 77 ans-depuis 1948, année de la création de l'État d'Israël-une résolution de l'ONU visant à créer un État palestinien indépendant est restée lettre morte. À l'époque, Israël avait prélevé 56% de la zone désignée comme « Palestine historique », les 44% restants ayant servi à définir les frontières de l'État palestinien qui devait être créé. Au contraire, l'État d'Israël- et l'État, ce sont ceux qui gouvernent à chaque fois-attaque le peuple palestinien et a étendu l'occupation des terres palestiniennes. Et il est certain que les peuples du monde entier, et bien sûr les Palestiniens et les Israéliens, dans leur écrasante majorité, ne veulent

pas la guerre. Ils ne veulent pas de massacres, de morts ni de crimes. Ils veulent vivre dans un environnement paisible, beau, paisible et heureux. Ils aspirent à la paix. Ils veulent sourire chaque jour et rêver. Tous les peuples de ce monde se fixent des objectifs et s'efforcent de les atteindre, donnant ainsi un sens à leur vie. Ils ne veulent pas que ces objectifs soient violemment interrompus, soudainement et brutalement, comme cela arrive lorsqu'un pays est plongé dans le tourbillon de la guerre. Ils ne veulent pas être plongés pendant des mois, voire des années, dans cette horreur. Les pères et les mères veulent voir leurs enfants progresser et les remplir de fierté. Ils ne veulent pas les envoyer à la guerre et y être tués de la manière la plus horrible. Le récent accord signé en Égypte dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh entre Israël et le Hamas, sous l'égide du président américain Donald Trump, prévoyant un cessez-le-feu et la libération des otages israéliens et des prisonniers palestiniens, suscite un premier espoir réel de fin de la guerre dans la bande de

Gaza. Cependant, l'avenir nous dira si cet accord marquera réellement la fin définitive tant attendue de la guerre, étant donné qu'après le premier cessez-le-feu de novembre 2023 et le second de début 2025, il y a eu un retour aux opérations militaires et aux affrontements. En conclusion, je voudrais souligner que cette tragédie incroyable qui a marqué l'humanité ne peut laisser indifférente toute personne qui a de la sensibilité, de la compassion et de l'humanité dans son âme. Tout ce qui se passe là-bas depuis des années est une tache noire sur la civilisation humaine. Les écrivains, poètes et artistes, en particulier, qui portent l'immense responsabilité de susciter l'émotion, doivent crier haut et fort: «Ne faites jamais la guerre!» «Arrêtez à jamais le massacre de civils et d'enfants innocents!».

\*Isidoros Karderinis, journaliste accrédité auprès du ministère des Affaires étrangères, membre titulaire de l'Association des correspondants de presse étranger de Grèce, romancier, poète et parolier. Facebook: Karderinis Isidoros